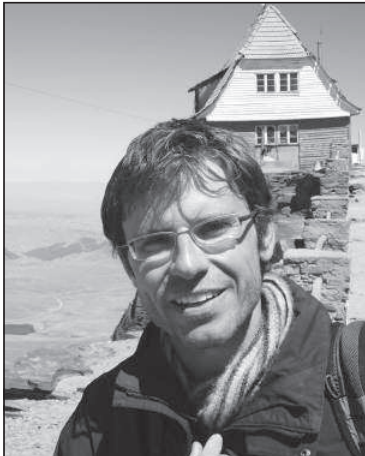




HOMMAGE



AMIGOSDEBERNARD.WORDPRESS.COM

Hommage à Bernard Perrin

Nous publions ci-contre le dernier dossier élaboré par notre correspondant en Bolivie, disparu dans un tragique accident la semaine dernière¹.

SERGIO FERRARI ET BENITO PEREZ

Lorsque Bernard Perrin nous annonça, en 2008, qu'il quittait tout – son emploi à La Région, sa famille, ses amis – pour couvrir la révolution bolivienne, nous ne pûmes réprimer un sourire. Une pointe de scepticisme. Ce n'était pas le premier rêveur à croiser notre chemin. Mais celui-ci était fait d'un bois très rare.

Notre collègue et ami nous a quittés définitivement il y a maintenant dix jours. Nous publions ci-contre le dernier article qu'il nous livra de Bolivie, juste avant de partir pour des vacances à l'issue tragique. Nous ne voyons meilleur hommage – en ce jour où sa famille et ses amis sont réunis à Yverdon pour lui dire adieu². Nous ne voyons de meilleur hommage, pour ce journaliste profondément engagé, que de partager jusqu'à l'ultime instant son travail. Quel meilleur souvenir pour ses lecteurs – et nous savons qu'il comptait d'innombrables fidèles – que d'associer une fois encore la figure de Bernard à sa plume brillante, sa curiosité intense, sa lucidité.

Lui qui rêvait de mers du Sud – qui ont fini par nous le prendre – s'était retrouvé sur les Hauts Plateaux andins. Passionné par le *proceso de cambio* qui redonnait enfin espoir aux plus humbles, particulièrement aux indigènes, dont le mode de vie et les valeurs l'ont profondément touché, Bernard Perrin en a ausculté, quatre ans durant, chaque impulsion, chaque recul. De reporter de guerres dans les haciendas de Santa Cruz, il pouvait se muer en limier méthodique ou en analyste économique, politique et même cinématographique.

En février, il nous promettait d'enquêter sur la domination croissante du Brésil sur le continent et d'accompagner en reportage les enfants des rues d'El Alto auxquels Sarah et lui avaient versé les dons récoltés à l'occasion de leur mariage en septembre dernier à Yverdon.

Ce même mois, il démontra une autre facette de son talent, captivant le public genevois lors d'une conférence du *Courrier*. Il y décriqua son travail de correspondant avec cette humilité et cette pédagogie qui lui étaient naturelles.

Travailler avec Bernard fut un rare bonheur. Infatigable, prolixe, il inondait nos boîtes aux lettres, nos mails, nos natels de ses idées foisonnantes, de son enthousiasme communicatif. De son immense sourire. De son humour potache. D'une désarmante attention.

Bernardito, Bernardo, El Loco, Ber, Pépin, tu vas terriblement nous manquer. Nos pensées vont à Sarah, ton épouse, à ta famille et à tous tes proches qui ont perdu un être cher. I

¹Notre édition du 19 janvier.

²Centre funéraire. 14 h.

Il est possible de lui rendre hommage sur un blog mis en place par ses amis à l'adresse: <http://amigosdebernard.wordpress.com>

BOLIVIE: LE GRAND ÉCAR'

La Bolivie autorise la culture de 12 000 hectares de feuilles de coca pour un usage traditionnel. Evo Morales veut augmenter cette limite afin de favoriser son industrialisation, mais le projet se heurte à l'existence des plantations illégales utilisées pour fabriquer la cocaïne. Comment défendre la feuille verte sacrée des Indiens tout en empêchant qu'elle se transforme en poudre blanche?

BERNARD PERRIN, LA PAZ

Une centaine de délégués latino-américains sont réunis dans le hall de la vice-présidence de l'Etat plurinational de Bolivie, à La Paz. L'hôte des lieux, Alvaro García Linares, et le ministre des Affaires étrangères, David Choquehuanca, sont aussi présents. Le 4^e sommet continental sur le «vivre bien» va pouvoir commencer.

Mais pas avant que les offrandes, des fleurs et des feuilles de coca principalement, ne se soient entièrement consommées sur le petit fourneau posé au milieu des participants! Les charbons rougeoyants, et la fumée envahit le majestueux hall central, elle s'en va demander à la Pachamama et aux autres divinités de placer l'événement sous leur protection.

C'est un *yairi* qui est chargé du rituel. Sur l'Altiplano, ses pouvoirs sont respectés. Dans les communautés, il est le sage, le guide spirituel, celui qui transmet la tradition orale. Il est le guérisseur, et celui qui a la faculté de lire l'avenir dans ces mêmes feuilles de coca sacrées.

La coca au quotidien

La feuille sacrée depuis plusieurs millénaires est l'élément central des rites andins et de la médecine traditionnelle, mais aussi de la vie quotidienne des Boliviens. Dans les mines, la mastication de la feuille enlève la faim et la fatigue aux travailleurs des profondeurs depuis les temps de la colonie.

Sur les Hauts Plateaux, l'infusion des feuilles est recommandée pour lutter contre les effets de l'altitude. Et partout, des ministères gouvernementaux de La Paz aux populations guaraníes des Basses Terres, on la mastique, on l'offre aux participants d'une réunion, aux visiteurs d'une communauté, on la partage avec son voisin.

«La coca no es droga», lit-on sur les t-shirts vendus aux touristes au centre de La Paz. Mais ce n'est pas qu'une façade: l'article 384 de la nouvelle Constitution adoptée en 2009 prévoit que l'Etat protège la coca ancestrale comme patrimoine culturel et comme facteur de cohésion sociale. Il rappelle aussi qu'en son état naturel la feuille de coca n'est pas un stupéfiant.

Son plus grand défenseur n'est autre qu'Evo Morales, lui-même ancien planteur de feuilles de coca. Le président, ancien leader du syndicat des *cocaleros* du Chaparé, et toujours président des six fédérations du Tropic de Cochabamba, lui doit même sa foudroyante ascension politique: la lutte contre l'éradication de la feuille, exigée par Washington, s'est peu à peu transformée en une lutte contre l'impérialisme et en une bannière de la souveraineté nationale.

En mars 2009, le président mastiquait même la feuille sacrée à la tribune de l'ONU à Vienne: «La coca n'est pas la cocaïne. Il est inconcevable qu'elle se trouve sur la liste des stupéfiants de l'ONU.»

Depuis 1961, la feuille de coca se trouve en effet sur la liste des produits interdits par la Convention sur les stupéfiants de l'ONU. Sa production et sa consommation sont donc bannies. Avec une «coccasse» exception introduite par l'article 27, qui stipule que «les Parties peuvent permettre l'utilisation de feuilles de coca pour la préparation d'un produit aromatique». Lisez Coca Cola!



Le plus grand défenseur de la feuille de coca n'est autre que le président Evo Morales lui-même. KEYSTONE

Si la convention fait une fleur aux Etats-Unis, elle se montre impitoyable avec les Boliviens, interdisant jusqu'à la mastication traditionnelle de la feuille, l'*acullico*. Pis: en 1961, elle donnait à la Bolivie un délai de vingt-cinq ans pour éradiquer complètement cette pratique. Le délai a expiré, mais les Boliviens continuent de mastiquer la feuille!

La plupart des pays reconnaissent «l'erreur historique» d'avoir pénalisé la feuille de coca. Mais les Etats-Unis et la Suède ont, cette année, opposé leur veto à tout changement de la Convention, invoquant «le mauvais signal que représenterait une dépénalisation pour la lutte contre le narcotrafic».

L'exemple du Coca Colla

Une remarque qui a le don de faire sortir Evo Morales de ses gonds: «Ce ne sont pas les Boliviens qui ont inventé la cocaïne et qui la consomment!» Du coup, le président est bien décidé à augmenter la production légale de coca en Bolivie, pour l'heure plafonnée à 12 000 hectares par une loi adoptée en 1988. Le nouveau projet devrait avaliser la nouvelle limite: 20 000 hectares, répartis entre les Yungas, la zone traditionnelle de cultures (13 000 hectares) et le Chaparé, la zone dont est issu Evo Morales (7 000 hectares).

Mais pourquoi augmenter des surfaces qui répondent aujourd'hui au besoin de consommation interne? Pour industrialiser la feuille! Les projets de produits dérivés fourmillent en Bolivie, de la fabrication de médicaments à la conception de produits énergétiques. Un projet pilote d'engrais naturels pour l'agriculture a même été lancé cette année.

Deux boissons énergisantes ont aussi fait leur apparition, en-

core très discrète, sur le marché: la Coca Colla (un *colla* est un habitant des Hauts Plateaux andins), et le Brynco Cola, qu'Evo Morales a récemment proposé aux journalistes en conférence de presse.

Pourtant une réalité reste incontournable: la Bolivie est aujourd'hui le troisième producteur mondial de cocaïne, derrière le Pérou et la Colombie. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime estime que les plantations de coca dépassent aujourd'hui en Bolivie les 30 000 hectares, soit près de 20 000 hectares illégaux. Au Chaparé, 94% de la production de feuilles de coca serait destinée au marché illégal.

L'Etat bolivien ne reste pas les bras croisés, et a annoncé avoir éradiqué en 2011 10 000 hectares de plantations illégales. Evo Morales a même confirmé en décembre l'achat pour près de 60 millions de francs de six avions K8 chinois, qui seront affectés à la lutte contre le narcotrafic. Le président espère l'adoption d'une loi permettant d'abattre les avions suspects de transporter de la cocaïne et qui refuseraient d'atterrir...

Institutions infiltrées

Mais ces efforts ont été ternis par «l'affaire» du général René Sanabria, le patron antidroge bolivien, nommé personnellement par Evo Morales et qui jouissait d'une image d'incorruptible. Il a été arrêté en février 2011 au Panama pour le trafic de 5 tonnes de cocaïne, et extradé aux Etats-Unis, qui l'a condamné à purger quatorze ans d'emprisonnement. Une démonstration de la puissance des groupes de narcotrafiquants, qui peuvent infiltrer les autorités jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

Et c'est d'ailleurs la faiblesse des institutions boliviennes qui

ouvre désormais les portes du pays aux cartels colombiens et mexicains. La ministre colombienne des Affaires étrangères, María Angela Holguín, a alerté les autorités boliviennes début décembre, annonçant lors de sa visite à La Paz que «des cartels colombiens tentent de s'infiltrer en Bolivie et qu'ils ont des moyens économiques démesurés».

Laboratoires dans la jungle

Un mégalaboretoire de drogue a été démantelé en août par la police, près de Santa Rosa, en pleine jungle. Un générateur, des immenses frigos, l'air conditionné et des zones résidentielles: il était conçu pour le travail de trente personnes et la production de 500 kilos de cocaïne par jour! Selon la police, la haute technologie utilisée dans ce laboratoire, dont le coût est estimé à plus de 1 million de dollars, indiqueraient une piste colombienne.

Rebelote en octobre. Dans le Parc national Isiboro Securo, dont près d'un cinquième du territoire a été envahi par les *cocaleros*, une patrouille de la police est tombée sur une gigantesque installation de fabrication de pâte de base de la cocaïne et sur une réserve d'armes, dont des gros calibres M-16. Le camp était bien gardé: lors de l'opération, qui a permis l'arrestation d'un trafiquant colombien, le caporal Steven Medrano a reçu une balle en pleine tête d'un sniper. I

La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.



ENTRE COCA ET COCAÏNE



Des soldats et des conscrits démantèlent une parcelle de coca. L'Etat bolivien a annoncé avoir éradiqué 10 000 hectares de plantations illégales en 2011. KEYSTONE

«La politique de prohibition a échoué»

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERNARD PERRIN

Roberto Laserna est spécialiste du narcotrafic. Ancien professeur à l'université de Princeton, cet économiste bolivien enseigne actuellement à l'université San Simon de Cochabamba. Il est notamment l'auteur de *El fracaso del prohibicionismo* (L'Échec du prohibitionnisme). Souvent critique avec le gouvernement d'Evo Morales, il est davantage mesuré en matière de politique de la coca.

Quel est votre bilan de l'action d'Evo Morales en matière de lutte antidrogue?

Roberto Laserna: La Bolivie compte déjà de nombreuses années de lutte antidrogue et répète les mêmes erreurs que partout dans le monde. Ses petits succès ne peuvent empêcher l'échec global retentissant de la lutte contre la consommation et la production de drogue. Dans le cas de la Bolivie, le grand problème est sa relation au circuit de la cocaïne au travers de la production de la matière première et de la présence de plus en plus marquée de producteurs de cocaïne dans le pays. Et si la politique d'Evo Morales comporte quelques différences par rapport à celle de ses prédécesseurs, elle ne modifie pas de manière substantielle l'option prohibitionniste ni l'appareil répressif.

Pour vous, l'échec majeur, c'est donc la politique de prohibition...

Oui! Cette politique met dans l'illégalité une grande partie des producteurs et consommateurs de ces produits dans le

monde, et c'est ce qui stimule la présence de groupes mafieux et violents dans la production et la commercialisation de la cocaïne notamment. C'est le nœud du problème. Cette politique se maintient, elle est faite de petits succès, de saisies, de destruction de laboratoires, d'arrestations de quelques chefs mafieux, mais dans le fond, les Etats sont de plus en plus vulnérables, ils ont perdu une partie du contrôle sur la société et sur le territoire et ils consacrent une partie toujours plus importante du budget national à un problème qui ne cesse d'empirer.

La Bolivie aurait-elle pu mener seule le combat de la légalisation?

La politique de prohibition est un échec. Elle a clairement renforcé politiquement les planteurs de coca, les *cocaleros*, et elle a permis l'accession d'Evo Morales à la présidence. Mais aujourd'hui celui-ci est pris au piège de cette même politique, et en six ans il n'a même pas pu modifier la Loi 1008, sur le régime de la coca et des substances contrôlées, qui a une approche répressive et punitive, avec la prétention de diminuer ou d'éliminer le narcotrafic.

Maintenant, il est très difficile à la Bolivie de faire cavalier seul. Le fait qu'Evo Morales provienne des rangs des *cocaleros* a aussi limité son action. Même si je suis convaincu que ce passé lui aurait donné une force morale pour défendre une légalisation.

Finalement, il a choisi d'adhérer à la politique mondiale dominante de la prohibition, avec une dure répression

du narcotrafic, avec le slogan «zéro cocaïne mais pas zéro coca», en étant d'autre part très tolérant avec les producteurs de feuilles de coca. Au niveau international, cela a été ressenti comme une hypocrisie, comme une manière d'agir ambiguë.

L'opposition parle régulièrement de narcogouvernement...

C'est excessif, car cela donne l'idée que les postes les plus élevés de l'Etat seraient impliqués dans la production de drogue, et franchement je ne crois pas que ce soit le cas. Certaines personnes sont impliquées, et les documents publiés par WikiLeaks ont montré que des policiers et même des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur ont protégé les activités de narcotrafiquants. Mais il n'y a pas une politique gouvernementale délibérée dans ce sens.

Par contre, oui, on assiste à une «narcotisation» de l'économie. Le boom du narcotrafic fait partie en réalité du boom général de l'économie. Il y a de plus en plus de cultures de coca, et une présence de plus en plus importante de narcotrafiquants. La quantité de drogue fabriquée est en hausse et cela injecte une grosse quantité d'argent sur le marché.

Quelle est la responsabilité du gouvernement?

Cette situation provient d'une omission de la part du gouvernement, qui ne prête pas assez attention à l'affaiblissement des institutions, à la préservation de l'Etat de droit et au respect des lois. Cela crée des conditions favorables au déve-

loppement des groupes mafieux, que ce soit dans la contrebande ou dans le narcotrafic.

Craignez-vous que ce boom du narcotrafic débouche sur une hausse de la violence, ou pire, sur une situation comme le vit le Mexique, avec une perte de contrôle sur une partie du territoire?

Les situations du Mexique et de la Bolivie ne sont pas comparables. Mais sans aucun doute, il y a un risque. D'une part, la Bolivie a des frontières peu contrôlées, dans des régions où l'Etat a une capacité extrêmement réduite de maîtriser son territoire, et des institutions très faibles. C'est donc un environnement favorable aux mafias et à la présence de délinquance.

D'autre part, depuis dix ans, les conflits sociaux sont en hausse en Bolivie. Et l'Etat est de moins en moins capable de les résoudre, il laisse les protagonistes les régler entre eux. Nous avons des conflits limitrophes entre départements, entre communes, des affrontements entre chauffeurs et usagers, entre commerçants et acheteurs. Ces tensions sociales croissantes légitiment peu à peu l'usage de la violence, l'usage de la force pour résoudre les problèmes. On voit de plus en plus de gens s'armer, tenter de résoudre les problèmes sans recourir à l'Etat. De plus en plus de petits vols se terminent en assassinats. Ce sont des indicateurs préoccupants. Cela tient à la présence de mafias, bien sûr, mais c'est aussi profondément le problème de l'affaiblissement des institutions et de l'Etat de droit. I

REPÈRES

Un marché de 85 milliards

> Cent quarante tonnes de cocaïne seraient produites annuellement en Bolivie, en provenance des plantations illégales de feuilles de coca, selon le Centre latino-américain de recherche scientifique. Un chiffre réduit à 113 tonnes par l'ONU, soit beaucoup moins que la Colombie (450 t) ou le Pérou (302 t).

> En 2011, la police bolivienne a détruit 5000 fabriques de pâte de base et 21 laboratoires de cristallisation de la cocaïne. Elle a effectué 11 500 opérations antinarco, appréhendé 3695 personnes, saisi 33 tonnes de cocaïne et éradiqué plus de 10 000 hectares de plantations illégales.

> Selon l'ONU, le trafic mondial de cocaïne générerait un bénéfice de 85 milliards de dollars. Un milliard (1,5%) reviendrait aux agriculteurs colombiens, péruviens et boliviens. Les trafiquants nord-américains et européens encaisseraient plus de 60 milliards, les trafiquants d'Amérique centrale environ 20 milliards. BPN

Le Brésil et les USA aux aguets

Entre 60% et 80% de la cocaïne produite en Bolivie est exportée au Brésil, selon Murilo Vieira, fonctionnaire de l'ambassade brésilienne à La Paz, cité par *La Razón*. Le géant sud-américain est en quelque sorte «victime» de sa réussite économique actuelle, et de l'accès d'une partie des déshérités à la classe moyenne.

Le pays compterait aujourd'hui plus de 900 000 cocaïnomanes et serait passé de pays de transit à pays de consommation, juste derrière les Etats-Unis et l'Europe.

Le site internet brésilien urgente24.com a même tiré la sonnette d'alarme en vue de la Coupe du monde de football 2014: la Fédération internationale (FIFA) a exigé des mesures de sécurité exceptionnelles au gouvernement de Dilma Rousseff. L'abord immédiat des stades étant un lieu privilégié de trafic, et d'affrontements entre les forces de l'ordre et les groupes de trafiquants, la présidente aurait pris le problème très au sérieux. Parmi les mesures adoptées: des opérations militaires aux frontières pour empêcher les importations.

La Bolivie et le Brésil partagent près de 3400 kilomètres de frontière, dont une grande partie située en Amazonie, difficilement contrôlable au vu des conditions géographiques, un accord tripartite sera prochainement signé entre les deux pays et... les Etats-Unis. Il doit permettre de superviser l'éradication des cultures illégales de coca. La Bolivie recevrait de ses deux partenaires du matériel ultramoderne.

De nombreux analystes y voient surtout l'intention du Brésil de contrôler la situation à l'intérieur du territoire bolivien, et celle des Etats-Unis - en particulier la DEA, l'agence antidrogue expulsée du pays en 2008 pour ingérence - de revenir par la petite porte.

Evo Morales, qui fut lui-même victime des opérations de la DEA et des militaires américains dans la région du Chaparé lorsqu'il était dirigeant *cocalero*, a promis que l'agence ne remettrait pas les pieds en Bolivie tant qu'il serait président.

Les Etats-Unis révent de renforcer leur présence dans une zone, l'Amazonie bolivienne, riche en hydrocarbures et en minerais, des matières premières stratégiques. Et, note un conseiller du gouvernement bolivien, «des principales mafias sont nord-américaines, la majorité des consommateurs de cocaïne sont nord-américains, les grands spéculateurs également, tout comme la technologie des laboratoires. La politique impérialiste de Washington est une politique de défense de ses propres intérêts en Amérique du Sud.»

Le politologue Hugo Moldiz ne dit pas autre chose: «Le narcotrafic est un des commerces les plus rentables du capitalisme. S'il est considéré comme illégal, c'est en raison de la double morale des sociétés capitalistes. Maintenant à partir du trafic se développent les logiques de domination entre Etats. Et la supposée guerre contre les drogues, la criminalisation de pays producteurs de matière première, la coca, comme la Bolivie, ne sont que des prétextes des Etats-Unis pour intervenir dans les affaires intérieures des pays sud-américains, en particulier de ceux qui rejettent leur impérialisme.»

UNE ÉCONOMIE GONFLÉE AU NARCOTRAFIC

«Presque tout le monde est impliqué aujourd'hui dans le trafic de drogue. Certains syndicats de *cocaleros* du Chaparé décident même en assemblée qui va produire les feuilles de coca, avec un système de rotation, dénonce Raul Prada, ancien vice-ministre de Planification stratégique, devenu l'un des principaux contempteurs du gouvernement d'Evo Morales.

Et l'argent du narcotrafic aurait pénétré profondément dans les sphères de l'économie: «La Bolivie connaît un boom de la construction. Il y a actuellement 750 édifices en construction à La Paz, 900 à Santa Cruz et 300 à Cochabamba. De tels investissements sont inconcevables sans l'argent provenant de cette activité. Selon certains économistes, elle générerait 1 milliard de dollars par an.»

L'économiste bolivien Roberto Laserna, spécialiste du narcotrafic, le reconnaît: «Le narco met en circulation beaucoup d'argent, offre des possibilités d'emploi, d'investissements. Des gens se sont enrichis, il y a un espace de recapitalisation pour les secteurs les plus pauvres de la société. Professeurs,

chauffeurs, maçons: tous ont besoin d'argent, pour rembourser un crédit sur un véhicule, pour payer l'opération d'un fils ou d'une épouse. C'est une possibilité risquée d'accéder à l'argent facile.» Mais si le narcotrafic joue un rôle important, il n'est pas le seul. «Le boom des minerais, des hydrocarbures, des dépenses publiques, des contrebandes de voitures, d'ordinateurs ou de parfums, tout cela injecte aussi des grandes quantités d'argent dans l'économie, permet des investissements immobiliers, favorise les importations et la consommation», poursuit Roberto Laserna.

Pour l'économiste, cette injection d'argent «facile» n'est pas positive pour autant: «Elle génère des distorsions importantes des marchés, des salaires, de la production locale. La présence de ce capital facile absorbe une partie de l'initiative, de la créativité des gens et bloque le développement de l'économie légale. Au final, il y a beaucoup d'argent en circulation, mais le pays ne résout pas le problème de la pauvreté et des inégalités.» BPN